



CONFÉRENCE INTERCANTONALE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

Conférence des directeurs des hautes écoles pédagogiques (CDHEP) 

Faubourg de l'Hôpital 68
Case postale 556
CH-2002 Neuchâtel
Tél. 032 889 69 72
Fax. 032 889 69 73
CIP-SRTT@ne.ch
<http://www.cip.ch>

Code d'éthique de la recherche pour les Hautes Ecoles pédagogiques

adopté par la CDHEP, le 31 mai 2002

Préambule¹

Un code d'éthique n'est pas assimilable à un ensemble de règles applicables à la lettre. En sciences humaines, la recherche agit nécessairement sur les personnes et les institutions, ne serait-ce que parce qu'elle peut modifier leurs présentations de la réalité. Il importe de prendre conscience des enjeux liés à la conduite de projets de recherche, d'en apprécier les risques et de savoir renoncer aux travaux qui en feraient courir trop. Un code d'éthique énonce à ce propos des principes généraux. Il revient à chaque chercheur, à toute personne engagée dans une activité de recherche, de réfléchir - selon sa discipline, les particularités de sa recherche et les situations concrètes - sur les problèmes éthiques rencontrés. L'éthique évolue avec l'histoire et il n'existe pas de principe applicable sans nuance. Lorsqu'un chercheur rencontre un problème éthique, il sollicitera l'avis de collègues susceptibles de l'aider, consultera le coordinateur de la recherche dans la HEP ou la direction de la HEP, et/ou négociera des règles avec les personnes ou organisations touchées par sa recherche.

Le présent code a pour objet de préciser les principes généraux qui s'appliquent à la recherche dans les Hautes Ecoles Pédagogiques de Suisse romande et du Tessin². Il est destiné aussi bien aux formateurs de tout statut qu'aux étudiants et aux partenaires et usagés de la recherche. Son rôle est d'informer, de donner une base de référence commune et d'orienter la réflexion. Les principes généraux énoncés dans ce code doivent faire l'objet d'échanges constants et d'une formation dans le cadre des enseignements. En particulier, chaque fois que ce code est trop flou ou général pour fixer des règles de conduite dans une situation complexe, on s'efforcera de l'expliquer et de clarifier le contrat de collaboration entre les chercheurs et les partenaires de la recherche.

Dans cet esprit, le présent code doit être facilement accessible, notamment sous forme de document photocopié. Il est en particulier remis, par le coordinateur de la recherche dans la HEP à tout formateur entrant dans la HEP, et par le formateur responsable, à tout étudiant participant à une recherche.

1 Ce texte reprend et adapte le code d'éthique de la FPSE de l'Université de Genève.

2 Il concerne les HEP ainsi que les institutions assimilées qui sont membres de la Conférence des directeurs des Hautes Ecoles pédagogiques (CDHEP).

Les recherches menées en sciences de l'éducation présentent des similitudes mais aussi des différences. Certaines parties de ce code s'appliquent davantage aux expériences de laboratoire, d'autres aux recherches et interventions en milieu naturel. Il revient à chacun d'identifier les principes les plus pertinents pour ces travaux et de les adopter à son cas particulier.

Le code d'éthique n'entend pas se substituer à des règles déontologiques plus restrictives établies dans certaines professions ou certaines disciplines scientifiques. Le chercheur est également tenu de prendre connaissance et de respecter les règles de l'institution à l'intérieur de laquelle il conduit sa recherche. Ce code prend pour acquis le respect des règles en vigueur dans la communauté scientifique : ne pas tronquer ou manipuler des données, citer ses références et ses sources, faire mention des collaborations, s'assurer de l'accord des autres chercheurs impliqués avant toute présentation de données, etc.

Principes

1. *Respect des droits fondamentaux de la personne*

Toute recherche doit respecter les droits fondamentaux des personnes concernées, enfants ou adultes.

2. *Appréciation et limitation des risques*

Toute recherche doit éviter de nuire à des personnes ou à des institutions. Si un risque - inconfort majeur sur les plans physique, mental, émotionnel - existe, si des implications sociales ou politiques sont probables, le chercheur doit mesurer l'importance et avertir en conséquence la personne ou le groupe. Au cas où, malgré toutes les précautions prises, l'expérience devait engendrer des inconvénients ou troubles pour la personne concernée, le chercheur s'engage à chercher une solution appropriée.

3. *Consentement libre et éclairé du sujet partenaire de la recherche*

Toute recherche impliquant la participation active d'individus doit être conduite avec le consentement libre et éclairé des in-

téressés. Les observations dans des lieux publics, les analyses d'objets, de textes ou d'images appartenant au domaine public, ainsi que les recherches effectuées à partir de bases de données existantes et ne requérant pas une participation active des individus ne nécessitent pas le consentement des personnes.

Le consentement est éclairé lorsque les personnes ou groupes qui font l'objet d'une recherche sont informés : de ces buts ; de l'identité des responsables de la recherche et des institutions pour lesquels ils travaillent ; des méthodes de recueil des données et des observations ; des implications pratiques pour tout ou partie des personnes concernées ; des précautions prises pour respecter le caractère confidentiel de certaines données et l'anonymat des personnes, voire des institutions.

Certaines recherches en sciences humaines n'ont de sens qu'avec des sujets « naïfs » qui ne savent pas exactement ce que le chercheur observe ; s'ils le savent, leur comportement en est immédiatement modifié et la recherche perd tout intérêt. Dans ce cas seulement, l'objet et les buts de la recherche peuvent être tus, dans l'exacte mesure nécessaire à la poursuite des travaux et avec le souci d'informer dès que possible.

Pour qu'il y ait libre consentement, il faut :

- que les personnes intéressées soient informées (voir ci-dessus)
- qu'elles décident personnellement, sans aucune pression du chercheur ou de leur hiérarchie professionnelle ou d'un groupe quelconque
- qu'elles puissent se rétracter à tout moment de l'expérience ou de la recherche
- que leur refus ou retrait n'entraîne aucune conséquence fâcheuse pour elles-mêmes

Les chercheurs qui mènent ou supervisent des recherches veilleront à garantir les conditions d'exercice du libre consentement des sujets sollicités. particulièrement s'il s'agit d'étudiants ou d'autres personnes qui se trouvent vis-à-vis de ces chercheurs, dans une situation de dépendance.

La participation à une recherche en tant que sujet ne saurait constituer un prérequis pour l'inscription à une unité de formation ou à un module.

Dans le cas d'un enfant mineur ou de personnes qui ne sont pas capables de discernement, le consentement pourra être donné par les parents ou un membre de la famille proche. Pour la recherche menée dans les écoles, le consentement est donné par la direction générale concernée. Ce consentement des adultes responsables est nécessaire, mais pas suffisant. Aucun enfant, aucune personne privée de discernement, ne doit être obligé de participer à une recherche s'il manifeste des craintes ou des réticences, nonobstant l'autorisation des répondants légaux.

4. *Respect de la sphère privée*

Toute personne ou tout groupe a droit au traitement confidentiel de toutes les données le concernant, pendant et après la recherche.

Le chercheur doit s'engager à ne publier aucune donnée mettant dans le domaine public des informations touchant à la sphère privée d'une personne, d'un groupe ou d'une organisation identifiable, sauf si les intéressés y consentent par écrit. Dans le doute, notamment lorsque la recherche porte sur un petit nombre de personnes ou d'institutions facilement reconnaissables, le chercheur renoncera à publier des informations spécifiques permettant de les identifier.

Les matériaux de la recherche, en particulier les données concernant la sphère privée des individus, doivent être détruits dans un délai raisonnable si leur conservation ne s'impose pas pour des raisons scientifiques. Aussi longtemps qu'on les conserve, des règles strictes doivent être appliquées pour que ces informations :

- ne soient pas accessibles à des personnes non habilitées à en prendre connaissance
- soient codées ou fragmentées de manière à ne permettre que très difficilement de remonter aux personnes et aux institutions

Le chercheur s'organisera notamment pour ne laisser figurer dans les données en cours de traitement ou archivées qu'un

strict minimum d'indications personnelles. Lorsqu'ils sont nécessaires à la poursuite de la recherche, les noms et indications personnels doivent être conservés séparément des données. Ces règles s'appliquent aux données enregistrées manuellement aussi bien qu'aux données informatiques et aux cassettes audio et audiovisuelles. Lorsqu'il s'agit d'enregistrements audiovisuels, le chercheur demandera expressément l'accord de la personne ou du groupe s'il veut en faire usage dans son enseignement ou lors de conférences. Le chercheur qui présente en public des enregistrements audiovisuels qui n'ont pas subi de transformation rendant la personne non identifiable se doit de dire aux auditeurs, en particulier aux étudiants, qu'ils sont astreints au secret professionnel.

Le chercheur prend par ailleurs systématiquement connaissance des législations internationale, fédérale et cantonale sur la protection de la vie privée et l'utilisation des données à caractère personnel.

5. *Utilisation des informations*

Le chercheur utilise les informations recueillies dans le cadre d'une recherche à des fins scientifiques. Il évite de s'en prévaloir pour faire pression sur des personnes ou s'assurer quelques avantages que ce soit. Dans le cas particulier des recherches-actions, le chercheur peut décider d'intervenir dans un processus de décision ; il en prend alors la responsabilité personnelle tout en ayant négocié les modalités de son intervention dès le début de la recherche.

Les informations personnelles recueillies à propos d'enfants ne sont pas communiquées aux adultes qui en sont responsables ; si le chercheur considère qu'il est nécessaire et utile de communiquer certaines informations, il en prend la responsabilité personnelle. Les informations personnelles recueillies auprès d'adultes ne sont pas communiquées à des tiers sans consentement explicite. Cela s'applique aussi à l'autorité dont ils relèvent, qui n'a pas à connaître le contenu des observations, des entretiens, des tests, etc.

Si, par imprudence ou accident, certaines données recueillies

dans le cadre de la recherche viennent à la connaissance de tiers ou d'autorités qui prétendent s'en servir pour fonder une décision ou prendre des mesures, le chercheur s'opposera, dans la mesure de ses moyens, à tout abus et fera valoir le droit des personnes et des groupes à la protection de leur sphère privée.

6. *Restitution des résultats de la recherche*

Le chercheur informe la personne, le groupe ou l'institution concernée des résultats de sa recherche, selon les modalités qui ont été convenues au début de la recherche. Au-delà de l'information, le chercheur se soucie, dans la mesure du possible, de prévenir les interprétations fallacieuses et les généralisations abusives. Sa responsabilité est d'aider les usagers et partenaires de la recherche à en faire un usage prudent et nuancé, en prenant conscience des limites et incertitudes de toute démarche scientifique. Le chercheur interviendra, dans la mesure de ses moyens, pour corriger ou nuancer les interprétations, décisions et pratiques erronées ou imprudentes qui se réclament de son travail.

7. *Responsabilité personnelle et solidarité collective*

Chaque chercheur s'engageant dans une recherche, y compris s'il est étudiant, est personnellement responsable de son travail sur le terrain, des données qu'il accumule et des textes ou publications qu'il rédige.

Les chercheurs qui dirigent ou coordonnent les travaux de plusieurs personnes à l'intérieur d'une recherche sont plus globalement responsables du respect du code d'éthique par chacun des collaborateurs de la recherche.

A l'intérieur des cours et séminaires de recherche, les chercheurs exercent la même responsabilité à l'égard de leurs étudiants et assistants.

Plus généralement, tout chercheur des HEP peut et doit se sentir concerné sur le plan éthique par les recherches menées dans le cadre ou avec l'appui de la HEP.

Des informations concernant la recherche dans les HEP et institutions assimilées peuvent être consultées sur les sites :

www.ciip.ch/index.php#réf
www.irdp.ch/recherche/hep/hep.html

ainsi que des téléchargements.